



# EN MARCHÉ VERS LA PRIVATISATION TOTALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

La crise du Covid a mis en évidence l'état de délabrement de notre système de santé publique en France, et particulièrement dans les hôpitaux. Cette situation n'est pas un hasard : il s'agit d'une politique délibérée, suivie depuis des dizaines d'années par tous les gouvernements, sans exception, de droite comme de gauche. Tous ont fermés des dizaines de milliers de lits, Macron n'a fait que poursuivre les politiques de démantèlement de Hollande, Sarkozy Chirac et même Mitterrand. Leur objectif est d'en finir avec le système de santé français qui a certes des défauts mais à surtout le grand avantage d'être universel et basé sur la solidarité. Sous prétexte de « trou de la Sécurité sociale », c'est une privatisation rampante que préparent les politiciens, pour le plus grand bénéfice des assureurs privés.

Les financiers espèrent bien profiter de la crise du Covid pour donner le coup de pied final qui fera s'écrouler le système de santé publique en France. Leur campagne d'influence de l'opinion publique bat son plein. Cet été, ils se sont payés une pleine page dans le journal *de référence* Le Monde pour faire la promotion de la privatisation de la santé. Sur les plateaux télévisés, les pseudos experts se succèdent pour distiller leur venin en faveur de la « libéralisation » de la santé publique...

Mais il y a un pays qui a déjà mis en œuvre la privatisation dont ils rêvent : l'Espagne. Or aujourd'hui, l'Espagne est le pays d'Europe où la situation du Covid est la plus catastrophique, avec des milliers de gens morts chez eux ou dans des résidences de personnes âgées, faute de place dans les hôpitaux. Les systèmes de santé publique et les soignants sont au bord de la rupture, par manque de moyens, de lits, de personnels. Nous reproduisons ci-dessus un texte de nos compagnons du Syndicat de la santé de la CNT-AIT de Barcelone, qui expliquent le cauchemar de la situation du système de santé espagnol.

En Espagne les personnels hospitaliers ont fait confiance aux syndicats traditionnels pour essayer de freiner cette évolution fatale. Ils ont voté pour eux aux élections syndicales, ils ont écoutés les permanents syndicaux leur dire d'être raisonnables, de se contenter de se balader de journée d'action en journée d'action, sans mélanger leur lutte à celle des autres secteurs. Les travailleurs de la santé ont été spectateurs de toutes les tables rondes, round de négociations et autres « accords de sauvetage », laissant les permanents syndicaux parler en leur nom et à leur place. Bref, la révolte légitime des personnels a été anesthésiée par les syndicats classiques à coup de belles paroles et de promesses électorales sans lendemain. Voilà ce qui risque de nous arriver en France ...

**Le personnel hospitalier de l'AP-HP, qui n'a pas compté ses heures, n'en peut plus ! Nous ne sommes ni des super-héros ni des soldats qu'on sacrifie ! En plus du burn-out qui guette, des services ont été durement touchés par le Covid, des chefs de service ont aussi démissionné. CES FAITS SONT GRAVES. POURQUOI CE SILENCE COMPLICE DES SYNDICATS ?**

**Il est temps que cela change ! Pour des AG de luttes !**

Face à l'inaction de toutes les structures syndicales, nous ne pouvons que compter sur nous-mêmes. Organisons nous en collectif, appelons à des AG de luttes de tous les personnels, pour discuter et réfléchir collectivement sur la situation actuelle et ce que nous pouvons faire ensemble, de façon autonome de tout parti ou syndicat traditionnel.

**+ de lits, + de personnel, un salaire digne,  
retrait de l'accord de trahison Ségur,  
Pour un système de santé universel, socialisé, solidaire !  
Vive la sociale !**

***Des travailleurs du secteur santé de la CNT-AIT (Anarchosyndicaliste)***

***Cochin-Broca –Hôtel-Dieu, septembre octobre 2020 [cntaitcochin@gmail.com](mailto:cntaitcochin@gmail.com)***

# DE LA PRIVATISATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

## (Le cauchemar espagnol ... demain en France?)

Jamais auparavant il n'y avait eu autant de conscience en Espagne de la valeur de la santé publique et des graves lacunes dont elle souffre que pendant cette crise du Covid-19.

En Espagne, c'est en 1997 que la porte a été ouverte à la privatisation de la santé publique, avec l'adoption de la loi sur la mise en place de nouvelles formes de gestion du système national de santé. Cette loi établit que tout centre de santé et partenaire de santé dans l'État espagnol peut être géré par n'importe quel type d'entreprise privée.

Jusque-là, la loi générale sur la santé de 1986 empêchait ce type de participation des entreprises privées au système public de santé ... mais dans son article 90, la loi indique que lorsque le système public n'arrive pas à fournir suffisamment de service, une activité spécifique peut être organisée avec des hôpitaux privés, en tant que mesure "in extremis".

Mais sous prétexte de moderniser les soins de santé et d'être plus efficace (et de faire des économies budgétaires pour l'Etat), la gestion privée de la santé publique a été introduite. Il en a résulté une réduction des lits et du personnel de santé, ce qui a entraîné une augmentation des listes d'attente en santé publique et une augmentation de la souscription de polices d'assurance santé privées.

Les listes d'attente ont servi à augmenter les dépenses de santé, en concertation avec les cliniques privées, qui ont profité de l'article 90 de la Loi du système de santé. Le secteur privé a établi des listes de pathologie rentables, indiquant les actes, les analyses et les opérations qu'il accepte de réaliser et laissant au public les autres, non rentables. Et pour ces actes rentables, le privé collecte l'argent destiné à la santé publique.

D'autre part, pour éviter les listes d'attentes, les personnes qui peuvent se le permettre décident de souscrire une assurance santé privée et avoir ainsi accès au système privé. Ce faisant, ils payent doubles cotisations, celle de la Sécurité sociale et celle de l'assureur privé. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, nombreux sont ceux qui auraient eu besoin de certains services de santé, mais qui ont ressentis dans leurs chairs les effets des coupes budgétaires. Cet abandon de la santé publique est évident aujourd'hui plus que jamais.

Mais alors que nous avons constaté que, alors que la santé publique connaissait un scénario de manque total de ressources, pendant le Covid la santé privée orientait les patients Covid vers les hôpitaux publics et / ou fermait ses propres centres. Nous avons constaté que, alors que les agents de santé publique travaillaient sans fin, les agents de santé privés étaient renvoyés chez eux par l'intermédiaire des plans sociaux (ERTE).

Or du fait du manque d'équipement de protection individuelle, les patients n'étaient pas pris en charge dans les centres de santé ; les patients n'ont pas non plus été admis dans les d'hôpitaux, mais ont été contraints de rester à la maison ou dans des EHPAD en raison du manque de lits dans les hôpitaux publics. Nous avons été témoins de l'horreur de la façon dont les gens sont morts à la maison et dans des résidences pour personnes âgées sans être soignés, alors que dans des hôpitaux privés financés par des fonds publics, des unités hospitalières ou des centres de soins entiers étaient fermés. Nous avons été témoins de la participation des militaires à un problème de santé depuis le début ... Nous avons assisté à l'effondrement du système de santé publique ...

Nous ne pouvons pas permettre cela. La seule façon d'arrêter le démantèlement de la santé publique est de sauver ce qui a été privatisé pour avoir un système de santé publique autogéré et universel.

### CNT-AIT de Barcelone

